CE MONDE QUI BOUGE

Tunisie, deux hommes, deux projets de société

De Tunis, Hassane Zerrouky

Les dés sont jetés. C'est un duel au résultat final indécis qui opposera Beji Caid Essebsi, dit BCE, arrivé en tête de ce premier tour du scrutin présidentiel avec 39, 46% au président de transition sortant, Moncef Marzouki (33,43%), pour la magistrature suprême. L'écart séparant les deux candidats n'est que de six points.

Fort de l'appui des islamistes d'Ennahda et des salafistes du parti Tahrir, Moncef Marzouki, décrié, raillé, au plus bas des sondages à la veille du premier tour – une cote de popularité d'à peine 5% – est ainsi parvenu en deux semaines de campagne à remonter la pente de manière spectaculaire. Ce qui n'a pas manqué de susciter quelques interrogations sur ce soudain regain de popularité d'un homme quasi impopulaire voici à peine quelques semaines.

Qui plus est, son parti, le Congrès pour la République (CPR), n'est-il pas sorti laminé à l'issue des élections législatives du 26 octobre, n'obtenant que 4 sièges contre 20 en novembre 2011 ? Affaibli, en proie à des tensions internes, plusieurs de ses cadres dirigeants l'ont quitté pour créer leurs propres formations. C'est le cas de l'ex-secrétaire général du CPR Mohamed Abbou qui est allé créer un parti dénommé Le Courant démocratique. C'est le cas également d'Abderaouf Ayadi, ex-secrétaire général adjoint du CPR, qui a créé un parti pro-islamiste Wafa. A la veille de cette élection présidentielle, le CPR, composé de démocrates ayant connu la répression sous Ben Ali et d'islamo-nationalistes, était un parti affaibli, ayant vu des centaines de cadres et militants le quitter. En bref, il n'était que l'ombre du CPR de 2011.

Au regard de cette situation, il est évident –cela saute même aux yeux – que sans l'appareil d'Ennahda et les Ligues de protection de la révolution (milices islamistes proches d'Ennahda) Moncef Marzouki, qui a traité ses adversaires de Taghout, n'avait pas les moyens matériels et humains pour mener tambour battant cette campagne électorale.

Mais il n'y a pas que cela qui a joué en sa faveur. Les candidatures (plus que suspectes) à la présidentielle d'ex-responsables du régime de Ben Ali, dont certains étaient réfugiés en France quand d'autres étaient l'objet de poursuites judiciaires ou tout juste sortis de prison, ont permis à Moncef Marzouki de se retrouver dans la posture de l'opposant démocrate (il l'a été) à Ben Ali. Il est ainsi parvenu à semer le doute dans l'esprit de nombreux électeurs en entretenant un savant amalgame entre Beji Caïd Essebsi et les anciens du régime de Ben Ali. BCE, martelait-il partout où il passait, incarnerait le retour de l'ancien régime. «Cette personne a travaillé toute sa vie au sein d'un régime dictatorial (...). C'est un homme qui n'a rien à voir avec la démocratie», accuse Moncef Marzouki. Ce qui n'est pas tout à fait vrai. En réalité, le fait que Beji Caïd Essebsi se soit engagé à faire toute la lumière sur les assassinats (et leurs commanditaires) des deux dirigeants du Front populaire, Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, n'est sans doute pas étranger aux attaques dont il est l'objet.

Une chose est sûre, le débat à distance entre les deux hommes qui se détestent cordialement et qui jouent à se faire peur et à faire peur – Marzouki prévoit des troubles en cas de victoire de Caid Essebsi— a relégué les questions sociales et économiques au second plan dans un pays qui risque de se retrouver en cessation de paiement.

Dans ce scénario des extrêmes, Hama Hammami, le candidat du Front populaire, sur qui reposaient les espoirs de la gauche tunisienne, semble faire figure d'original. Arrivé en troisième position, avec 7,8% des voix, score honorable dans un pays où la société est profondément croyante et où les accusations de communiste, donc de non-croyant, lancés à son endroit, n'ont pas manqué. Quoi qu'il en soit, Hammami et le Front populaire sont devenus des acteurs incontournables dans ce paysage politique recomposé où la gauche est de fait le troisième courant politique du pays.

En raison de son aura médiatique – des records d'audience quand il passe sur les télés tunisiennes – Hama Hammami pourrait devenir l'arbitre du duel entre BCE et Marzouki. Durant sa campagne, il a surtout réservé ses coups à la «troïka», la coalition gouvernementale dominée par Ennahda qui a dirigé le pays durant trois ans, qu'à Caid Essebsi. Cela étant, c'est aujourd'hui que le Front populaire fera connaître sa décision quant au soutien ou non d'un candidat, au deuxième tour de la présidentielle….

Quoi qu'il en soit, la Tunisie, qui a passé ce cap électoral sans accrocs majeurs, se trouve à un tournant important de son histoire, administrant une leçon de maturité politique aux pays maghrébins et arabes.

H. Z.

HABITUDES ALIMENTAIRES

Les Algériens mettent leur santé en danger

Les Algériens au cours des dernières années ont changé leurs habitudes alimentaires mettant leur santé en danger, a alerté hier le professeur Bouchenak Malika, présidente de la Société algérienne de nutrition. Elle a ainsi évoqué la nécessité du respect de la pyramide alimentaire pour une bonne santé.

Photo : Samir Sid

Les Algériens se sont éloignés du régime alimentaire traditionnel.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les membres de la société algérienne de nutrition ont tiré hier la sonnette d'alarme s'agissant des nouvelles habitudes alimentaires des Algériens.

Le professeur Bouchenak a ainsi évoqué l'urgence du respect de la pyramide alimentaire pour une bonne santé. Elle est de ce fait revenue sur les résultats de plusieurs études qui démontrent selon elle que les habitudes alimentaires des populations ont changé et se sont éloignées du régime alimentaire dit «traditionnel» constitué des groupes d'aliments pyramides. Il s'agit selon l'intervenante d'un outil de base qui sert de support éducatif pour aborder l'alimentation équilibrée.

Cette pyramide selon les spécialistes oriente vers un modèle alimentaire type pour une alimentation équilibrée. «Par souci de simplification, les quantités sont remplacées par des fréquences d'apparition des aliments au cours de la journée. Les aliments sont classés par groupe, en fonction de leurs principales caractéristiques nutritionnelles».

Selon le professeur et malgré tous les bienfaits du régime de la pyramide méditerranéenne, les populations se sont éloignées des régimes traditionnels en suivant le régime occidental, riche en céréales raffinées, graisses animales, sucres et viandes transformées notamment. Ceci pour des raisons économiques et financières a-t-elle précisé, notant que des études ont démontré qu'il existait une relation linéaire entre trois variables : le coût de la nourriture, le respect des habitudes alimentaires et l'obésité.

«Ainsi, le volet financier a pris le dessus sur le volet alimentaire», a souligné le professeur Bouchenak ; elle ajoutera que l'Algérie qui vit actuellement une période de transition nutritionnelle, œuvre afin d'encourager les citoyens algériens à mieux consommer. Ceci surtout en cas de maladies chroniques, a expliqué la spécialiste.

F.-Z. B.

0ALGÉRIE-BANQUE MONDIALE

Bouchouareb conteste le classement «Doing Business 2015»

Pour le ministre de l'Industrie et des Mines, la position attribuée à l'Algérie dans le classement annuel «Doing Business 2015» établi par la Banque mondiale, ne représente ni le potentiel de l'Algérie ni l'état d'avancement des réformes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Visant à améliorer sa position au classement «Doing Business», l'Algérie tente de comprendre les critères d'évaluation de la Banque mondiale et leurs mécanismes. «Nous avons décidé de se faire accompagner par la Banque mondiale pour mieux comprendre les mécanismes utilisés qui nous permettront ainsi d'améliorer notre classement», a indiqué Abdessalem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, hier à Alger, en marge de la signature d'une convention avec la Banque mondiale.

Selon lui, l'année 2015 sera une année effective pour l'amélioration du climat des affaires en Algérie tel qu'édicté dans l'agenda du gouvernement.

Il précise à cet effet que l'amélioration de l'entreprise d'une manière générale et de son environnement a été identifiée par le gouvernement comme un acte prioritaire. Et de rappeler la signature d'un pacte national économique et social pour la croissance en février 2013. D'ailleurs, poursuit-il, «il y a quelques semaines, une évaluation d'ordre pratique du pacte a été effectuée et présentée au BIT comme étant l'exemplarité du tripartisme spécifique à l'Algérie. Seulement, il est évident aussi que nous avons besoin de porter ce travail à l'international».

La convention, qui porte sur une assistance technique pour la réalisation d'une mission d'accompagnement et de coaching dans le but d'améliorer de manière significative le climat des affaires en Algérie, est pour le représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, Emmanuel Noubissié Ngankam, un «aboutissement» et un «point de départ». «C'est l'aboutissement d'une gestation de la volonté de l'Algérie et de celle de la Banque mondiale pour une amélioration substantielle du climat des affaires en Algérie à laquelle ont contribué les membres du comité dédié à l'amélioration de l'environnement des affaires», dit-il.

Un processus qui permettra, ajoute-t-il, de faire de l'Algérie «une terre d'accueil des investissements». «Nous visons à faire de l'Algérie une destination très privilégiée pour l'investissement et d'attirer des investissements dans les secteurs qui pourront créer de l'emploi.» Pour ce faire, des experts de la Banque mondiale sont attendus en Algérie le 13 décembre prochain pour entamer leur mission en collaboration avec le comité dès le lendemain, précise-t-il encore. De son côté, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, insiste sur une expertise qui «se base sur la réalité et non pas sur des approches subjectives». Il rappelle ainsi la période «difficile» des années 1990 et les «fameuses» conditions du FMI. Une période qu'il a qualifiée de «cauchemar lointain».

Ry. N.

POUR UNE MEILLEURE GESTION DES COMMUNES

Large programme de formation au profit des présidents et fonctionnaires des APC

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a mis en place un large programme de formation au profit des présidents et des fonctionnaires des Assemblées populaires communales (APC).

Le directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid* a indiqué qu'un budget de 371 millions de dinars a été alloué par le gouvernement pour la formation des fonctionnaires des collectivités locales au niveau central et 129 millions de dinars au niveau local. Ce programme vise, dit-il, à l'amélioration du service public et la lutte contre la bureaucratie.

L'intervenant a souligné que le programme de formation touchera l'ensemble des fonctionnaires des collectivités locales au niveau des 1 541 communes. Pour ce faire, le département de Tayeb Belaïz compte créer un centre de formation au niveau de chaque wilaya. Actuellement, selon Merabti Abdelhalim, il existe quatre centres de formation et deux seront prochainement opérationnels dans la wilaya de Djelfa et Constantine. Selon l'intervenant, plus de 317 000 fonctionnaires exerçant au niveau des communes et des wilayas ont été formés jusqu'à présent.

S. A.

GARDES COMMUNAUX

«L'ensemble de leurs doléances ont été prises en charge»

Selon Abdelhalim Merabti, directeur des ressources humaines et de la formation au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, «l'ensemble des préoccupations des gardes communaux ont été prises en charge notamment celles liées aux indemnisations et aux arriérés des salaires».

S. A.